

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

A Hong Kong un mouvement de lutte de grande ampleur mais interclassiste

Le mouvement de protestation à Hong Kong dure maintenant depuis plus de deux mois ; il ne donne pas de signe d'affaiblissement en dépit des déclarations du gouvernement local sur la suspension d'une mesure qui avait mis le feu aux poudres, de la campagne des médias contre la violence des manifestants, des menaces du gouvernement chinois et de la répression policière. Le mouvement a même franchi un degré supplémentaire avec une « grève générale » le 5 août, le premier mouvement de ce type depuis les grèves et les émeutes de 1967.

Tout a commencé avec l'annonce d'un décret gouvernemental pour autoriser les extraditions vers la Chine continentale.

Les accords passés lors de la rétrocession en 1997 du territoire de Hong Kong à la Chine par le gouvernement britannique, connus sous le nom « un pays, deux systèmes », laissaient à l'ancienne colonie son système juridique et réglementaire – dans le cadre duquel elle était devenue une puissance économique et financière de premier plan. Le territoire bénéficia d'un statut d'autonomie administrative et judiciaire, avec un parlement et un gouvernement locaux, issus d'élections indirectes. Le camp dit « pro-Pékin », majoritaire, y représente les intérêts des grands capitalistes ; les partis dits « pan-démocrates », qui font figure d'opposition, sont eux aussi bourgeois, et certains reçoivent des subsides des Etats-Unis. Les élections de 2016 ont vu une percée de partis dits « localistes » (indépendantistes) souvent d'extrême droite qui s'appuient sur l'hostilité d'une partie de la population envers les Chinois et les minorités ethniques, accusés d'être responsables de la hausse de certains prix, comme ceux du logement, de vouloir profiter des prestations sociales locales et d'être une cause de la criminalité (1).

L'IMPORTANCE DE HONG KONG POUR LA CHINE

Hong Kong a longtemps été le principal point de contact de l'économie chinoise avec le reste du monde, ce qui conférait une importance irremplaçable pour Pékin à ses activités commerciales et financières. C'est pourquoi la Chine accepta de lui concéder ce statut particulier qui permettait la continuité sans heurts des affaires. Ayant connu depuis longtemps une indéniable industrialisation, Hong Kong avait de plus développé dès les années soixante des activités industrielles florissantes, notamment grâce aux travailleurs immigrés chinois sous payés parce que « clandestins ». A la fin des années soixante-dix on y comptait près de 900 000 ouvriers travaillant dans plus de 20 000 usines ; c'est dire qu'à côté de grandes usines il y avait beaucoup de petites entreprises, appartenant surtout au secteur du textile et des vêtements. A cette époque apparurent ou s'installèrent également des entreprises électroniques, pharmaceutiques, horlogères, de fabrication de jouets, etc. Hong Kong faisait alors partie de ce qu'on appelait les « dragons asiatiques » avec Singapour, la Corée du Sud et Formose, ces pays du Sud Est asiatique à l'industrialisation rapide.

Mais au début des années 80 les industriels de Hong Kong, devant l'ouverture économique de la Chine avec une main d'œuvre à bas prix, commencèrent à délocaliser massivement leurs usines, principalement dans la région voisine de Canton. Au point qu'on estime aujourd'hui que les entreprises de Hong Kong, territoire peuplé de 7,5 millions d'habitants, emploient autour de 10 millions de travailleurs en Chine continentale ! La diminution du secteur industriel s'est accentuée encore après la crise de 2008, les capitalistes se tournant toujours davantage vers le secteur tertiaire pour réaliser leurs profits. Les dernières statistiques disponibles indiquent que l'industrie proprement dite (secteur « manufacturier » selon la terminologie anglo-saxonne) n'emploie plus que 90 000 personnes contre plus de 700 000 dans le commerce et la logistique, 550 000 dans les « services professionnels » 250 000 dans le secteur financier et autant dans le secteur du tourisme (2).

Même si la métropole a perdu de son importance pour la Chine avec l'établissement direct de liens de cette dernière avec le marché mondial, Hong Kong est toujours une place financière d'importance internationale pour les entreprises chinoises (sa bourse est la 6^e du monde et les plus grandes sociétés chinoises y sont cotées), un centre commercial et d'échanges internationaux (son port se situe au 5^e rang mondial pour ce qui est du trafic des containers, son aéroport est au huitième rang mondial pour le nombre de passagers) etc. C'est dire que les troubles qu'elle connaît peuvent avoir des conséquences qui dépassent largement les limites de son territoire.

Le mouvement de protestation actuel a atteint une ampleur bien supérieure à celle de la « révolution des parapluies » en octobre 2014 ; alors des dizaines de milliers de jeunes, surtout étudiants, manifestèrent et firent des sit-in dans Hong Kong contre un projet de loi limitant à des « patriotes » désignés par Pékin la possibilité de postuler au poste de chef du gouvernement, et pour demander le suffrage universel (le projet de loi sera finalement rejeté).

Les manifestants actuels voient dans le projet de décret un premier pas, à l'évidence décidé par Pékin, pour mettre fin au statut spécial de Hong Kong. Les craintes des habitants sont nourries par le tournant autoritaire et répressif du gouvernement chinois. Il y a eu en outre le précédent de patrons et employés d'une librairie de Hong Kong enlevés par des agents chinois en 2015 à cause de la publication d'ouvrages contre le président Xi Jinping.

L'indignation de nombreux habitants contre les brutalités policières envers les jeunes manifestants pacifiques a accru le nombre de manifestants. Le 9 juin un million de personnes descendirent dans les rues ; le 16 juin, bien que le gouvernement ait entre-temps annoncé avoir « suspendu » son projet de décret, près de deux millions de personnes, de tous âges et toutes conditions, manifestaient, réclamant en plus du retrait définitif du décret la démission de la cheffe du gouvernement.

Sans atteindre des chiffres aussi importants, les manifestations ont continué par la suite, malgré les déclarations et des mises en garde gouvernementales, la répression policière ou le recours à la pègre (attaque de manifestants par des membres des « triades », organisations criminelles de type mafieux). Le 12 août encore tous les vols à destination et au départ de Hong Kong étaient supprimés, des milliers de

manifestants ayant envahi l'aéroport. De nombreux manifestants portaient un bandeau sur l'œil en solidarité avec une manifestante éborgnée par un projectile policier.

De son côté le gouvernement central de Pékin qui, dans un premier temps, avait ignoré le mouvement, ne cesse de multiplier les menaces envers les manifestants accusés d'être des « terroristes » ; il a laissé entendre que ses soldats cantonnés sur le territoire pourraient prêter main-forte aux policiers du territoire. Il a exigé que Cathay Pacific, la compagnie aérienne de Hong Kong, lui communique le nom de ses employés grévistes, et leur a interdit le survol de son territoire. . .

Pékin redoute que l'agitation se diffuse en Chine continentale, et il fait donc pression pour le gouvernement du territoire ne cède que le minimum : l'exemple serait trop dangereux, en ce trentième anniversaire des manifestations de la place Tian'anmen. Dans sa propagande à usage interne Pékin dénonce les événements comme une action anti chinoise organisée en sous-main par Washington. Mais l'impérialisme américain a pris bien soin de n'apporter aucun soutien à ce que Trump a appelé les « émeutes ».

CAUSES SOCIALES DE LA MOBILISATION

La profondeur et la durée de cette mobilisation sont le signe que ses causes dépassent largement l'opposition à un décret : elles sont sociales.

En dépit de la prospérité apparente du territoire, illustré par ses gratte-ciels flamboyants ou ses records boursiers, la situation n'est pas si rose pour ses habitants. Sans doute le niveau de vie de la population en général et même des prolétaires, n'est plus celui qu'il était il y a 50 ans ; mais les inégalités ont atteint un niveau sans précédent depuis 45 ans (date des premières statistiques à ce sujet). Le taux de pauvreté officiel est de près de 20%, contre 11% en 1991. Cette pauvreté touche surtout les personnes âgées, les femmes, les minorités ethniques et les travailleurs à bas salaire. Il faut dire que le salaire minimum a baissé en termes réels depuis 8 ans (3). Il est significatif que la manifestation syndicale du premier mai, qui a rassemblé plus de 4000 personnes, avait parmi ses revendications centrales la limitation de la durée du travail à 44 heures par semaine, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite.

Mais même les travailleurs qui touchent des salaires plus élevés connaissent des difficultés croissantes en raison du coût de la vie et en particulier du prix des logements. La crise du logement atteint de tels sommets que des dizaines de milliers de pauvres vivent dans des « cages » de 2 mètres de long entassées les unes sur les autres, ou des appartements que les « marchands de sommeil » divisent par des contreplaqués pour y entasser des locataires. Les petits bourgeois sont eux aussi touchés : ils voient leurs revenus amputer par le prix des locations alors qu'ils n'arrivent que difficilement à acheter un logement.

UNE MOBILISATION INTERCLASSISTE, DES ORIENTATIONS BOURGEOISES

La « grève générale » du 5 août ne doit pas faire illusion ; certains l'ont comparé avec la grande grève générale de 1925 qui, dans la période révolutionnaire de l'époque vit quelques dizaines de milliers de prolétaires exercer un contrôle de fait sur la ville, entraînant derrière eux les masses opprimées et étendre le mouvement à Canton. Rien de plus faux ! Aujourd'hui où le prolétariat est bien plus nombreux qu'alors, il se trouve à la remorque des masses indifférenciées, appelé à servir de force d'appoint à un mouvement qui ignore ses intérêts et ses revendications. Lancé au départ principalement par des démocrates ce mouvement s'est rapidement étendu aux étudiants et à des couches petites bourgeoises (professions libérales, etc.) redoutant de voir menacé leur mode de vie, puis il s'est généralisé face à l'attitude des autorités.

A la différence de celui des parapluies où existait une organisation dirigeante (le syndicat étudiant), le mouvement actuel rejette toute forme d'organisation fixe, comptant sur les réseaux sociaux pour organiser au coup par coup les mobilisations. Mais il rejette aussi tout ce qui pourrait faire allusion à des divisions de classe en se présentant comme un mouvement de tous les Hongkongais. Au point que selon certains témoignages, les membres des minorités ethniques craignent de participer aux manifestations.

La revendication omni présente de démocratie ne s'accompagne d'aucune dénonciation ni critique, même limitée, du système économique et social capitaliste ; on a au contraire une défense de ce système, valorisé comme typiquement hongkongais, contre les menaces que ferait peser sur lui le gouvernement de Pékin. Si les espoirs, voire les appels, aux Etats-Unis ou à la Grande Bretagne pour soutenir Hong Kong contre Pékin, sont, à ce stade, marginaux, ils s'inscrivent cependant naturellement dans la logique des orientations bourgeoises de type nationaliste du mouvement.

UNE SEULE PERSPECTIVE POUR LES PROLÉTAIRES : LA RÉVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE

Comme d'autres mouvements du même type dans d'autres pays, le mouvement hongkongais, ne signifie pas encore le début de la lutte prolétarienne de classe ; mais comme ces autres mouvements, il est le signe d'un ébranlement du statu quo social qui demain pourra permettre au prolétariat d'entrer en lutte pour son propre compte – non seulement pour défendre ses intérêts immédiats, mais aussi pour se lancer dans la lutte révolutionnaire anti-capitaliste. Pour cela il devra impérativement se dégager des unions populaires ou nationales qui l'emprisonnent, rompre la subordination aux orientations bourgeoises et petites bourgeoises et retrouver ses armes de classe en unissant ses luttes par-delà les frontières. C'est le seul moyen d'entraîner derrière lui, dans le combat contre le capitalisme, les couches petites bourgeoises poussées à se révolter face à la dégradation de leurs conditions

Alors « la révolution de notre temps », n'aura pas comme objectif de « libérer Hong Kong » (slogan d'origine indépendantiste largement repris dans les manifestations à la grande indignation de la cheffe du gouvernement local), mais celui de libérer les prolétaires et tous les opprimés en renversant le capitalisme dans toute la Chine et dans le monde entier : ce sera la **révolution communiste internationale!**

parti communiste international

14/8/2019

(1) Certains localistes préconisent que seuls soient reconnus comme hongkongais ceux qui parlent cantonais (dialecte chinois de la région de Canton-Hong Kong) – et non mandarin, la langue officielle sur le continent – ou... anglais, alors que nombre d'habitants des souche parlent d'autres dialectes (Hakka, Chaozhou). (2) Hong Kong Monthly Digest of Statistics, juillet 2019. (3) South China Morning Post, 27/9/2018